

Questions orales

LE MESSAGE DU GOUVERNEMENT DU YUKON—LES DROITS DE FORAGE EN MER DE BEAUFORT

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, qui vient de nous gratifier d'un bel élan oratoire à la défense de la souveraineté canadienne. Peut-il confirmer qu'il a reçu du gouvernement territorial du Yukon un télex disant: «Vous semblez ne pas tenir compte d'une menace sérieuse à la compétence sur notre Arctique». Ce télex ajoute: «Je ne comprends pas votre hésitation à vous occuper de cette très importante question».

Voilà des accusations très graves portées par un gouvernement sérieux et respecté au pays. Qu'est-ce que le gouvernement entend faire à ce sujet? Comment entend-il réagir à ces très graves accusations portées par le gouvernement du Yukon, selon lesquelles il ne défend pas la souveraineté canadienne en matière de droits de forage en mer de Beaufort?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je ne puis confirmer si mon cabinet a reçu un message du gouvernement du Yukon. Il est bien certain que s'il y en a eu un, je vais l'examiner et lui accorder tout le respect que j'accorde aux messages qui nous viennent de ce gouvernement-là et des autres.

Ce dont il est question, ce sont les audiences qui ont lieu au sujet des répercussions écologiques d'éventuels travaux d'extraction d'hydrocarbures en mer de Beaufort. J'ai envoyé aujourd'hui une lettre de protestation au gouvernement américain au sujet de cette initiative, parce qu'il s'agit d'audiences portant sur un secteur situé à l'est du 141^e méridien.

Je tiens à informer le député, comme je pense l'avoir fait hier, qu'une protestation de ce genre avait déjà été formulée lorsqu'une mise à l'enquête avait été effectuée aux États-Unis. Comme suite à cette protestation du Canada, les offres concernant le secteur litigieux n'ont été ni acceptées ni refusées à l'époque. Les concessions n'ont pas été accordées. J'espère que notre protestation aura encore le même effet.

LES AUDIENCES TENUES AUX ÉTATS-UNIS POUR EXAMINER LES DEMANDES DE CONCESSIONS

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, j'aimerais interroger le secrétaire d'État aux Affaires extérieures au sujet de la même question, celle des observations présentées au gouvernement américain. Il y a déjà eu deux audiences et deux autres sont prévues. Dans sa note de protestation, est-ce que le ministre a demandé expressément que les audiences en cours soient stoppées en attendant que la question dont il s'agit soit réglée et que les droits canadiens sur ces territoires soient nettement définis? Avons-nous demandé aux États-Unis de cesser de tenir audience au sujet de notre territoire?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le différend porte sur l'attribution des compétences entre le Canada et les États-Unis sur les eaux en question. Nous demandons aux États-Unis de ne pas

poser de gestes postulant que la compétence sur ces territoires n'est pas contestée. La dernière fois que nous avons agi en ce sens, les États-Unis ont fait droit à la demande du Canada et n'ont pas posé de gestes pouvant être considérés comme des faits d'exercice de souveraineté.

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE D'UNE DÉLÉGATION DE SÉNATEURS AMÉRICAINS

M. le Président: J'aimerais signaler aux députés la présence à la tribune d'une délégation de sénateurs américains dirigés par le futur président du comité des finances du Sénat, le sénateur Lloyd Bentsen, en compagnie du sénateur Spark Matsunaga, du sénateur Max Baucus et du sénateur John Chafee.

Des voix: Bravo!

* * *

● (1425)

LA SOUVERAINÉTÉ

LA MER DE BEAUFORT—LA POSITION DU GOUVERNEMENT DU YUKON

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, je pense que cela tombe bien qu'on présente nos invités des États-Unis à la tribune au moment où nous nous posons des questions sur la souveraineté canadienne. Ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas encore répondu à un télégramme que lui a adressé le gouvernement du Yukon il y a six mois environ pour avoir des précisions et obtenir la confirmation que la région située à l'est du 141^e méridien est bien un territoire canadien? Pourquoi le gouvernement met-il si longtemps à répondre à une demande aussi claire de confirmation de notre souveraineté?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, j'ignore la réponse à cette question. J'ai l'impression que notre traditionnelle rapidité de réponse à ce genre de question a été prise en défaut cette fois-ci.

M. Broadbent: Je remercie le ministre d'envisager la possibilité d'une erreur dans son ministère. Nous allons garder cela de côté.

LES AUDIENCES DES ÉTATS-UNIS CONCERNANT DES DEMANDES DE CONCESSIONS

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, puisque des audiences sur les forages en territoire canadien se déroulent actuellement en Alaska, le ministre trouve-t-il responsable le comportement d'un bon voisin qui décide de procéder à ces forages dans un territoire qu'il considère comme litigieux et que nous considérons comme notre territoire?